

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-274 DU 6 JUIN 2013
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 12 ET 13
DE L'ANNEXE I DE LA CONVENTION
NOR : ASET1350850M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 12, 13, 13 *bis*, 13 *quater* et 13 *quinquies* de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 sont modifiés comme ci-après.

Article 12

L'article 12 est intitulé « Droits de réversion des conjoints survivants ⁽¹⁾ » ; il est désormais libellé comme suit :

« 1. Ouverture et calcul des droits

Le conjoint, veuf ou veuve, d'un participant décédé après le 28 février 1994 bénéficie, à partir de 60 ans, à condition de n'être pas remarié ⁽²⁾, d'une allocation de réversion calculée sur la base de 60 % des droits du participant décédé, sous réserve des dispositions visées à l'article 13 *quinquies*.

(1) Les dispositions applicables aux conjoints des participants décédés avant le 1^{er} mars 1994 figurent dans une délibération.

(2) Il n'y a pas lieu de supprimer les droits à réversion en cas de remariage avec le même participant.

Si le conjoint survivant demande la liquidation de l'allocation de réversion à 55 ans, cette allocation est calculée sur la base d'un nombre de points correspondant à 52 % de ceux du participant décédé ; pour une liquidation à 56 ans, le taux est de 53,6 % ; à 57 ans de 55,2 % ; à 58 ans de 56,8 % et à 59 ans de 58,4 %.

Toutefois, dans le cas où le conjoint survivant d'un participant a droit à 55 ans (ou au-delà de cet âge si le décès intervient alors qu'il a plus de 55 ans) au bénéfice de la pension de réversion du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale, il peut bénéficier d'une allocation de réversion calculée sur la base d'un nombre de points correspondant à 60 % de ceux du participant décédé, sous réserve des dispositions de l'article 13 *quinquies*.

La condition d'âge ne s'applique pas si le conjoint a au moins deux enfants à charge ⁽¹⁾ (au sens défini par la commission paritaire) à la date du décès du participant ou s'il est invalide (au sens défini par ladite commission).

L'allocation de réversion est calculée sans qu'il soit tenu compte du coefficient d'anticipation dont les droits du participant ont pu être affectés. Toutefois, le nombre de points attribués au conjoint survivant ne peut pas dépasser celui inscrit au compte du participant décédé compte tenu éventuellement du coefficient d'anticipation susvisé.

2. Maintien ou suppression des droits

Le service de l'allocation de réversion est interrompu si l'état d'invalidité cesse ; il reprend à l'âge et aux conditions visées ci-dessus.

En revanche, lorsque le droit à l'allocation de réversion a été ouvert du fait de l'existence de deux enfants à charge, le service de l'allocation reste maintenu même si la condition justifiant l'ouverture de ce droit n'est plus remplie.

En cas de remariage postérieurement à l'attribution de l'allocation, le service de celle-ci est supprimé de façon définitive à partir du premier jour du mois ou du trimestre civil suivant, selon que l'allocation de réversion a été versée mensuellement ou trimestriellement. »

Article 13

L'article 13 de l'annexe I est supprimé.

Article 13 *bis*

L'article 13 *bis* de l'annexe I est intitulé « Droits des orphelins » et modifié comme suit.

Le début du paragraphe 1^{er} est désormais libellé comme suit :

« Le ou les enfants (au sens défini par la commission paritaire) âgés de moins de 21 ans, orphelins de leurs deux parents, reçoivent chacun... ».

Le reste de l'article est inchangé.

Article 13 *quater*

L'article 13 *quater* de l'annexe I est supprimé.

Article 13 *quinquies*

L'article 13 *quinquies* de l'annexe I est intitulé « Droits de réversion en cas de divorce » et complété par les sous-titres suivants :

Le paragraphe 1^{er} est intitulé « Droits des conjoints divorcés ».

Le texte du paragraphe 1^{er} est inchangé.

(1) Concernant les enfants à charge, la substitution de l'âge de 21 ans par celui de 25 ans s'applique aux réversions consécutives aux décès postérieurs au 31 décembre 2011.

Le paragraphe 2 est intitulé « Partage de l'allocation de réversion entre conjoint survivant et conjoint(s) divorcé(s) ».

Le texte du paragraphe 2 est inchangé.

Fait à Paris, le 6 juin 2013.

(Suivent les signatures.)